



DECLARATION LIMINAIRE CTL 27/03/2018

Le 22 Mars, les agents de la DRFIP de Côte d'Or et de la DGFIP ont lancé un message clair à la Direction Générale (et locale), à nos ministres et au gouvernement.

Avec plus de 34 % de grévistes sur le département (près de 40 % au niveau national) dont plus de 60 % dans les SPF et plus de 40 % dans la plupart des autres services, ils ont clairement exprimé le fait qu'ils rejettent massivement la politique menée depuis plusieurs années et particulièrement ces derniers mois visant notamment à détruire le service public et le statut général des fonctionnaires.

Ces chiffres sont significatifs pour la DGFIP mais également pour la DRFIP21 où 233 collègues se sont mis en grève ce jour là pour exprimer leur mécontentement.

Ils ont aussi clairement indiqué qu'ils refusaient le blocage des rémunérations, la remise en cause des règles de gestion, la mise en place de la rémunération au mérite, le retour du jour de carence, les 120000 suppressions d'emplois prévues dans la Fonction Publique, et à la DGFIP en particulier.

Ce message confirme, s'il en était besoin, les résultats des diverses enquêtes internes menées depuis plusieurs mois, voici quelques chiffres des résultats de l'observatoire interne 2017 de la DGFIP :

- 54 % des agents s'étant exprimés estiment que le changement à la DGFIP est trop rapide
- 60 % des agents ne sont pas satisfaits de leur rémunération
- 67 % des agents ont un avis négatif sur leur propre avenir dans leur Direction
- 68 % pensent que la DGFIP n'évoluent pas dans le bon sens

Tous ces éléments confirment leur état d'esprit :

Ils disent NON à CAP22 et OUI au service public, OUI au statut général des fonctionnaires et OUI à l'amélioration des rémunérations et des conditions de travail !

Les agents de la DRFIP21 sont inquiets pour leur avenir ; ils attendent lisibilité et communication de la part de la direction sur les restructurations à venir. Nous vous demandons donc à nouveau de nous dire quelles fusions de services et/ou quelles fermetures de services/trésoreries vous envisagez.

Les organisations syndicales, en particulier celles de la DRFIP de Côte d'Or, qui les représentent invitent solennellement la DGFIP (à tous les niveaux) et le gouvernement à les écouter, attendent des réponses concrètes et restent déterminées à amplifier la mobilisation pour sauver nos missions, nos structures et nos emplois.